

à sauvegarder, au sein de l'organisme, les positions marxistes, prouve que les conditions historiques n'existaient plus pour laisser subsister l'organisation internationale. [La Ligue des Communistes et la Première Internationale s'éteignent et ne trahissent pas, comme il en sera le cas pour la Deuxième et la Troisième Internationales,] et cela pour deux raisons : il n'existe encore aucune organisation autonome de classe du prolétariat (les conditions historiques pour cela n'ayant pas encore mûri), la lutte des classes n'a pas encore déterminé une conscience des masses qui dépasse celle de tentatives d'intervention dans le cours des révolutions bourgeoises, afin de faire progresser jusqu'à une phase supérieure prolétarienne, au travers de l'appui aux bourgeoisies progressistes. Les conditions historiques et sociales se sont modifiées profondément depuis la Commune et avec la formation des grands Etats capitalistes en Europe ; il se détermina alors la possibilité et la nécessité de la formation des organisations syndicales de masse. A partir de ce moment, le centre moteur des situations, la lutte des classes, se développe autour du duel que se livrèrent les deux classes protagonistes : le prolétariat qui voulait conserver à ses fins historiques les syndicats, en faire une arme de la révolution prolétarienne, et le capitalisme, qui voulait gagner ces organismes les arracher au prolétariat et en faire des bastions lui permettant de pénétrer au sein même de la classe ouvrière. Les grandioses luttes théoriques et politiques au sein de la IIe Internationale se développèrent en fonction de ce duel fondamental, pendant que la tranchée de la défense du prolétariat se construisait, non en dehors de ces débats fondamentaux, mais en leur sein même. Les théories syndicalistes qui surgirent en dehors de ces polémiques centrales sont, pour cela même, en dehors des termes réels de la lutte des classes et, en 1914, quand se vérifia la liquidation de la bataille prolétarienne au travers de la trahison de la IIe Internationale, le syndicalisme restera absent en tant qu'idéologie prolétarienne quand, toutefois, il ne deviendra pas une autre maille de la manœuvre bourgeoise pour jeter les masses dans la guerre (France et Italie). Il en sera de même pour la position des syndicalistes dans les mouvements révolutionnaires de l'après-guerre.

Quand la position du prolétariat évolua du plan de la construction des organismes pour la défense des intérêts immédiats au plan supérieur de la lutte pour la conquête du pouvoir, surgira un nouvel organisme de la lutte : l'Etat ; et, dès 1917, commencera à nouveau le duel entre le prolétariat voulant faire servir ce nouvel organisme à la lutte pour la révolution mondiale et

le capitalisme qui comprend qu'il ne peut conserver son pouvoir qu'à la condition de gagner à sa cause l'Etat soviétique. Cette bataille s'est conclue par la victoire du capitalisme, l'Etat russe est devenu un instrument à la disposition des plans de l'ennemi. Encore une fois, toutes les tendances qui, au sein du prolétariat, ont rejeté les termes réels dans lesquels s'est développé l'antagonisme historique entre bourgeoisie et prolétariat, la lutte des classes, se sont rejetés du processus réel de la lutte du prolétariat et, pour cela même, se sont mis dans l'impossibilité de travailler pour la construction des nouveaux partis. Notre fraction est restée correctement sur ce terrain et, pour cela, a pu maintenir sa cohésion, malgré l'attaque brutale du centrisme et la manœuvre d'enveloppement de Trotsky.

Il faut se rendre compte que, sur le terrain politique, comme sur le terrain économique, existent des lois qui ne peuvent être violées par des individus, groupes ou partis. Sur le terrain économique, il est utopique et contre-révolutionnaire de construire la nouvelle économie sans préalablement avoir détruit, en l'Etat capitaliste, le bastion de l'ennemi et l'organe de compulsion des contrastes du régime capitaliste. Sur le terrain politique, il est tout aussi impossible d'œuvrer dans le chemin de la lutte révolutionnaire (emprunter le chemin de la construction ou reconstruction des nouveaux partis de classe) sans avoir détruit, en le réformisme et le centrisme, le pont que l'ennemi construit au travers des syndicats et de la dégénérescence de l'Etat soviétique, au sein même de la classe ouvrière donnant ainsi à la lutte des classes une signification historique bien déterminée.

Celles-ci sont les lois qui président à l'évolution historique. Par son caractère contradictoire même (caractère de classe des syndicats et de l'Etat et politique antiprolétarienne de ces organismes), l'évolution est destinée à culbuter dans la guerre de laquelle surgira la reprise de la lutte prolétarienne en une phase plus avancée. La guerre est l'accouplement du prolétariat et de la bourgeoisie, accouplement devenu possible par le succès des traîtres réformistes et centristes. L'éclosion de mouvements révolutionnaires dépend de la nature purement provisoire de cet accouplement destiné à exploser à cause des contrastes insolubles qui opposent le prolétariat à la bourgeoisie. Avant, pendant et après l'après-guerre, le chemin de la construction du parti est celui contresigné par des limites historiques, non à inventer mais à reconnaître et qui contiennent le duel indiqué autour des organismes centraux de la lutte des classes (syndicats, Etat).

Si nous examinons maintenant l'attitude de nos chefs en relation avec le processus histori-

que, nous aurons des notions bien claires qui nous permettront de comprendre sur quel terrain nous devons nous mouvoir. Nous entendons parler de Luxembourg, Lénine, Bordiga, comme de trois moments différents et progressifs de l'évolution de la classe prolétarienne et de son parti. Luxembourg verra le problème des frontières programmatiques dans sa lutte contre le réformisme de Bernstein et contre le centrisme de Kautsky, mais elle n'arrivera pas à la perception de la nécessité de construire des cadres, un organisme centralisant ces positions théoriques : dans le mouvement allemand, nous n'aurons pas la formation d'un fraction avant la guerre ; au cours de cette dernière, nous assisterons à la formation d'une « Ligue » (les Spartakistes) qui ne pose pas le problème du parti dans ses termes de filiation du précédent parti social-démocrate, filiation qui est évidemment la phase supérieure et la négation du réformisme bernsteinien et du centrisme kautskyste. Lénine, par contre, non seulement arrivera à une vision plus complète des problèmes théoriques de la lutte contre le réformisme, mais il se concentrera, pendant de nombreuses années, dans le travail de fraction pour la construction du parti bolchévique, sur le plan d'une constante sélection des idées et des cadres dans la lutte contre le menchevisme et l'économisme. On peut dire que la fraction de gauche représentant la réaction prolétarienne au réformisme allemand surgit non en Allemagne, mais en Russie. Bordiga reprendra le chemin de Lénine, mais avec les caractéristiques imposées par la phase plus avancée de la lutte du prolétariat, de la lutte des classes. Quand surviendra le moment où le nouvel organisme que le prolétariat se sera donné, l'Etat, deviendra l'objet de la manœuvre d'enveloppement de l'ennemi et que l'Internationale brisera les termes du problème en faisant passer les partis au service de l'Etat russe, au lieu de faire de ce dernier un instrument de l'Internationale, Bordiga sentira que l'heure est venue, non d'accepter le terrain de la manœuvre pour essayer d'opposer sa volonté ou celle du parti italien au développement du plan historique qui s'ouvrirait, mais de poser le problème dans ses véritables termes : ou bien il existait une possibilité de défendre, en Italie comme dans tous les autres pays, les notions fondamentales qui doivent présider au développement de la révolution mondiale, ou bien abandonner la direction du parti italien pour ne pas compromettre la continuité de la lutte révolutionnaire et, par cela même, ne pas compromettre le processus de reconstruction des cadres et des notions théoriques de la lutte ouvrière au sein des partis et de l'Internationale. Le dilemme qui se posa

n'était pas de faire ou de ne pas faire, mais bien celui-ci : établir le retranchement du prolétariat (nature du parti, tactique communiste en face de la démocratie, ce qui est la substance théorique des thèses de Rome) et seulement ensuite poser le problème quantitatif de l'extension de ces positions de principe. Rester à la direction du parti signifiait sacrifier les principes, soit pour ce qui concerne le mouvement italien, soit pour ce qui regarde l'Internationale ; aucune autre voie de sortie n'existait en dehors de la démission des postes du parti à la tête duquel on ne pouvait rester qu'à la condition de porter un coup aux principes.

Je me souviens avoir dit, dans une réplique à la discussion sur la situation internationale, à propos du plan de Lénine de faire de l'Etat le pivot de la révolution mondiale, que cela l'a conduit à contredire les positions qu'il avait défendues auparavant pour le mouvement russe sur deux questions fondamentales : fondation des partis (à l'inverse du processus de la fraction, celui de la plus grande concentration des masses à Tours et à Halle), l'insurrection prolétarienne (en 1923, en Allemagne, une tentative de coalition voit le jour bien plus à droite que la tendance de Zinoviev-Kamenev en Octobre 1917 et contre laquelle Lénine mena une lutte aigüe).

Les prémisses théoriques posées, il s'agit d'établir le chemin que nous devons suivre. Gatto a dit de Jacobs qu'il voulait conditionner la fondation du nouveau parti à l'achèvement du travail idéologique d'élaboration des notions devant présider à la politique de la nouvelle révolution prolétarienne. A part la déformation de la pensée de Jacobs qui répondra pour son compte, j'affirme d'une façon catégorique qu'à nouveau peut se présenter la nécessité de devoir passer à la fondation des partis, alors que les conditions idéologiques indispensables ne seraient pas encore réalisées, mais nous aurons alors les pires des conditions pour la construction du parti. Par contre, notre devoir actuel consiste à travailler pour que le prolétariat se trouve dans les meilleures conditions pour fonder son parti et nullement dans les plus mauvaises.

A mon sens, le problème consiste donc dans l'établissement de la tendance sur laquelle nous devons nous mettre, tendance qui ne s'invente pas, mais qu'il s'agit de repérer dans le processus historique et de déployer alors le maximum de nos forces ; toute activité qui se développe en dehors de ces cadres naturels de la lutte des classes est une activité qui empêche et ne favorise pas la fondation du parti.

Dans l'ensemble du travail de notre fraction,